

Etudes scientifiques et revue de presse sur les mesures « *chocs des savoirs* » concernant les groupes de niveaux et le redoublement.

Ce corpus de textes et études tente de rassembler quelques analyses et recherches sur les groupes et classes de niveaux et la ségrégation scolaire. Pour vous faire un avis le plus éclairé possible sur la mesure « *groupes de niveaux* » dans un système scolaire qui reste parmi le plus inégalitaire au monde et dans une société où les inégalités se développent, nous vous mettons le lien vers les études.

Il est important de différencier « *groupes ou classes de niveaux* » avec les « *groupes de besoins* », qui eux, selon plusieurs chercheurs peuvent être bénéfiques aux apprentissages sur certains domaines et à certains moments.

Les extraits sont soulignés par nous.

ETUDES SUR LES GROUPES DE NIVEAUX

1. « *Les camarades influencent-ils la réussite et le parcours des élèves ? Une revue de littérature sur les effets de pairs dans l'enseignement primaire et secondaire* »

Synthèse de recherches sur les formations des groupes et classes, coordonnée par O.Monso, D.Fougère, P.Givord, C.Pirus, 2019 → <https://sciencespo.hal.science/hal-03456953/document>

Extraits : « *Dans l'ensemble, et de manière assez conforme à l'intuition, les élèves ayant de bons résultats scolaires, ou issus de milieux socio-économiques favorisés, ont plutôt un effet d'entraînement sur l'ensemble des élèves. Inversement, la concentration d'élèves en difficulté scolaire, ou issus d'un environnement familial moins propice à la réussite scolaire, est un facteur pénalisant les performances scolaires, surtout pour ces groupes d'élèves. Il en résulte que les phénomènes de ségrégation peuvent aggraver les inégalités scolaires.* » « *Enfin, en matière de parcours des élèves et de bien-être, l'intérêt de côtoyer des élèves d'un niveau social ou scolaire plus élevé n'a rien d'évident, et pourrait même être préjudiciable dans certaines situations* »

2. « *Mixité sociale au collège : premiers résultats des expérimentations menées en France* »

Note du Conseil scientifique de l'éducation Nationale, Avril 2023 ; → https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/user_upload/Projets/conseil_scientifique_education_nationale/Note_CSEN_2023_09.pdf

Extrait : « *une plus grande mixité sociale entraîne [...] des effets positifs sur le plan du bien-être personnel et du bien-être social, pour les élèves de milieu défavorisé comme pour ceux de milieu favorisé* »

3. « Ségrégation sociale en milieu scolaire : appréhender ses causes et déterminer ses effets »

Note de l'institut des politiques publiques, Nov 2023 → <https://www.ipp.eu/publication/segregation-sociale-en-milieu-scolaire-apprehender-ses-causes-et-determiner-ses-effets/>

Extraits : « En moyenne, la diversité sociale des camarades de classe a des effets modérés mais hétérogènes sur la réussite scolaire, transitant essentiellement par leur niveau scolaire. Les trajectoires scolaires des élèves les moins performants scolairement et les plus défavorisés socialement tendent à être améliorées lorsqu'ils sont entourés de camarades de niveaux scolaires plus divers. Pour les élèves plus performants, les effets associés au niveau scolaire de leurs camarades de classe sont variables en fonction du contexte ».

« Des travaux récents démontrent que les effets de la diversité sociale des camarades de classe vont au-delà de la seule performance scolaire : elle favorise le développement des capacités socio-émotionnelles des élèves, réduit la prévalence des stéréotypes raciaux et sociaux, et, pour les élèves socialement défavorisés, améliore l'insertion professionnelle. »

4. « Mixité sociale et scolaire et ségrégation inter- et intra-établissement dans les collèges et lycées français »

Son Thierry Ly et Arnaud Regiert (Conseil national d'évaluation du système scolaire), 2016.

→ <https://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/SegregationFrance1.pdf>

Ce document s'inscrit dans une série de contributions publiées par le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) dans le cadre de son rapport scientifique : *comment l'école amplifie les inégalités sociales et migratoires ?*

Extraits : « Les différences d'environnement en fonction de l'origine sociale ou du niveau scolaire sont susceptibles d'aggraver les inégalités scolaires ; de plus, cet "entre-soi" est un obstacle à l'apprentissage de la citoyenneté et du vivre-ensemble. »

ETUDE SUR LE REDOUBLEMENT

1. « Lutter contre les difficultés scolaires : le redoublement et ses alternatives, conférence du consensus »

Conseil national d'évaluation du système scolaire, 2014 → <https://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2015/01/synth%C3%A8se.pdf>

Extraits : « Le redoublement a fortement diminué en France depuis trente ans et davantage encore depuis les années 2000. Il reste cependant à un niveau très élevé par rapport aux autres pays de l'OCDE. »
« Il semble aujourd'hui que le redoublement puisse avoir des effets positifs faibles sur les performances scolaires à court terme mais que ceux-ci se dissipent très rapidement, voire deviennent négatifs à plus long terme. Les effets sur la motivation, l'ambition et la confiance des élèves restent toujours négatifs. Enfin, le redoublement modifie les trajectoires d'orientation, les carrières scolaires et détériore les conditions d'insertion dans la vie active. Il reste enfin le meilleur prédicateur du décrochage. » « La conférence de consensus scientifique du Cnesco et de l'IFÉ/ENS de LYON doit donc permettre la diffusion des recherches scientifiques sur les effets négatifs du redoublement sur les élèves mais aussi mettre en évidence les alternatives qui ont leur preuve à l'étranger et qui ne sont développées que très ponctuellement en France. »

CITATIONS

« L'hétérogénéité au collège est aussi un enjeu de mixité sociale et d'apprentissage du vivre ensemble (...) Il y a du cynisme à ne pas donner au collège les moyens de gérer cette hétérogénéité et affirmer ensuite qu'elle est un problème, car ce sont les plus défavorisés qui pâtiront de notre incapacité à la faire vivre »

Jean-Paul Delahaye, ancien directeur général de l'enseignement scolaire

« Dans l'ensemble, et de manière assez conforme à l'intuition, les élèves ayant de bons résultats scolaires, ou issus de milieux socio-économiques favorisés, ont plutôt un effet d'entraînement sur l'ensemble des élèves. Inversement, la concentration d'élèves en difficulté scolaire, ou issus d'un environnement familial moins propice à la réussite scolaire, est un facteur pénalisant les performances scolaires, surtout pour ces groupes d'élèves. Il en résulte que les phénomènes de ségrégation peuvent aggraver les inégalités scolaires. »

Olivier MONSO, Denis FOUGERE, Pauline GIVORD, Claudine PIRUS, Les camarades influencent-ils la réussite et le parcours des élèves ? Sciences Po LIEPP Working Paper n°86, 2019-04-04

«La constitution de classes de niveau, qu'elle soit réalisée par des moyens directs ou indirects, a des effets potentiellement négatifs sur les résultats académiques et la confiance en soi des élèves, en fonction de leur placement dans les différents groupes de niveau»

Anna Mazenod revue française de pédagogie n°212, citant l'étude anglaise Best Practice in Grouping Students)

REVUE DE PRESSE

- [Pierre Merle, chercheur en sciences de l'éducation, Gabriel Attal va produire un choc d'ignorance, Le monde 19-12-23](#)
- [Didier Delignières, professeur des universités, Gabriel Attal La fin de la démocratisation scolaire, 12-12-23](#)
- [Pierre Arnoux, Chercheur en maths « le ministère est enfermé dans son autisme, et n'entend plus que les sondages », 07-12-23](#)
- [Hugues Draelants, sociologue, « Classes de niveaux promouvoir une élite ou permettre la réussite de tous », 10-10-23](#)
- [F.Jarraud, le café pédagogique, Choc des savoirs Voleurs d'espoirs, 08-12-23](#)
- [Tribune collective, « Les mesures préconisé par Gabriel Attal vont à l'encontre de tout espoir de démocratisation scolaire», Le Monde, 12-12-23](#)
- [Michèle Artigue, professeure des universités, didacticienne des mathématiques, « PISA 2022 Les mauvais résultats sont principalement dus aux réformes incessantes », 06-12-23](#)
- [F.Jarraud, le café pédagogique, Gabriel Attal rattrapé par son budget, 18-12-23](#)

Pierre Merle, spécialiste des questions scolaires : « Loin de créer un “choc des savoirs”, Gabriel Attal va produire un choc d’ignorance »

12 décembre 2023

Pierre Merle

Le Monde

- [Débats](#)
- [Éducation](#)

L'établissement scolaire et la classe sont des petites sociétés dans lesquelles il faut créer de l'unité plutôt que de mettre à l'écart les élèves les plus faibles, estime le sociologue, qui dénonce une « pensée conservatrice ».

Publié le 19 décembre 2023 à 06h00, modifié le 19 décembre 2023 à 09h51 Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

La réforme souhaitée par le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, sous l'appellation « *choc des savoirs* », est fondée sur des diagnostics erronés. Première contrevérité, le collège français n'est nullement « *uniforme* ». [En 2022, les collèges publics scolarisent près de 40 % d'élèves défavorisés](#). Les collèges privés en scolarisent moins de 16 %. Encore ne s'agit-il que de moyenne ! Dans les réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP+), la proportion d'élèves d'origine populaire dépasse parfois 70 % alors qu'elle est souvent inférieure à 10 % dans les collèges privés du centre-ville des capitales régionales.

A cette ségrégation sociale interétablissement, à laquelle correspondent des différences considérables de compétences des élèves, s'ajoute, énonce notamment [une étude publiée en 2016 par le Conseil national d'évaluation du système scolaire \(Cnesco\)](#), une ségrégation intraétablissement d'une importance équivalente en raison de la multiplication des sections bilingues et européennes, des classes à horaires aménagés, des langues rares, etc.

Vouloir créer des groupes de niveau (faible, moyen, fort) dans des classes déjà homogènes est une triple erreur. D'abord, l'idée (en elle-même bienvenue) de réduire à 15 le nombre de collégiens dans les groupes de niveau d'élèves faibles profitera à des élèves moyens, voire bons, scolarisés dans les collèges très favorisés, au détriment des élèves réellement faibles scolarisés en REP.

Ensuite, en 2019, une [synthèse des recherches](#) publiée par Sciences Po Paris a montré un effet bénéfique de la mixité sociale et scolaire sur les progressions des élèves faibles, sans effet négatif sur les meilleurs. Séparer encore davantage les élèves faibles des élèves moyens et forts ne fera qu'accentuer leurs difficultés d'apprentissage.

Mixité sociale bénéfique à tous

Enfin, l'évaluation des expériences de mixité sociale réalisées en France, souligne [une note publiée en avril par le Conseil scientifique de l'éducation nationale](#), se traduit par un accroissement du bien-être de l'ensemble des élèves, y compris celui des élèves favorisés. La mixité sociale favorise aussi le développement des capacités socioémotionnelles, réduit la prévalence des stéréotypes raciaux et sociaux et, pour les élèves socialement défavorisés, améliore leur insertion professionnelle ([note de l'Institut des politiques publiques](#), publiée en novembre). Autant d'effets bénéfiques à tous les élèves. L'établissement scolaire et la classe sont des petites sociétés. Il faut créer de l'unité, non des groupes de niveau.

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

[Découvrir](#)

La seconde contrevérité du projet ministériel est d'accréditer l'idée d'un redoublement favorable aux élèves en difficulté. Un large [consensus scientifique](#) a montré que cette politique débouche sur un résultat inverse. Le redoublement produit des effets négatifs en termes d'estime de soi, de motivation et d'apprentissages ultérieurs. Les seules exceptions concernent, outre la classe de terminale, les classes de 3^e et de 2^{de} dans lesquelles les élèves faibles, en cas de redoublement, sont motivés pour éviter une orientation non choisie.

Tout comme la création des groupes de niveau, des redoublements plus fréquents pénaliseront les élèves faibles, majoritairement d'origine défavorisée. Alors même que, pour l'école française, le constat principal de l'édition 2022 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est l'écart considérable entre le niveau des élèves d'origine défavorisée et favorisée, le ministre Gabriel Attal, loin de créer un choc des savoirs, va produire un choc d'ignorance fondé sur une mise à l'écart encore plus accentuée des élèves les plus faibles.

Le projet ministériel contient d'autres contradictions. Par exemple, Gabriel Attal souhaite une réforme des programmes et une labellisation des manuels scolaires, non pas en référence avec les cycles actuels de trois ans, mais avec des « *objectifs annuels* », voire « *semi-annuels* ». Finalement, après avoir dénoncé une uniformité fantasmée du collège, le ministre veut imposer un rythme de progression identique à tous les élèves alors même que, [dès l'âge de 2 ans](#), les inégalités socio-économiques différencient sensiblement leurs compétences langagières.

De surcroît, la décision de réformer au plus vite le « socle commun » [*de connaissances, de compétences et de culture*] signifie que l'expérience des professeurs, les plus avertis des difficultés des élèves, ne sera pas prise en compte. Gabriel Attal veut renforcer leur autorité et, dans le même temps, a déjà décidé d'une modification des programmes sans même les consulter. Un bel exemple de déni de leurs compétences. Pourquoi, aussi, faut-il changer d'urgence des programmes déjà réécrits par Jean-Michel Blanquer ? Sont-ils à ce point médiocres ? Et pourquoi la nouvelle équipe ministérielle ferait-elle mieux que l'ancienne ?

Effets délétères

Dernier exemple, bien que les résultats de PISA 2022 montrent une baisse des compétences des élèves en mathématiques, le ministre a décidé la création, à la fin des classes de premières générales et technologiques, d'une nouvelle épreuve anticipée du bac consacrée aux mathématiques et à la culture scientifique. Le ministre se targue de provoquer un choc des savoirs tout en supprimant une année entière d'enseignement scientifique ! Un projet paradoxal dont la genèse tient à l'absence d'une réelle réflexion sur un problème incontournable : la crise de recrutement des professeurs, particulièrement en mathématiques.

La réforme Blanquer, en reportant le concours d'accès au professorat de la fin du master 1 à celle du master 2, a réduit l'attractivité déjà insuffisante du métier d'enseignant. Certes, Gabriel Attal souhaite revenir sur cette réforme désastreuse, mais son projet est controversé. Au mieux, une réforme ne s'appliquera qu'à la rentrée 2025. En attendant, le ministre se contente d'expédients tels que le recrutement de contractuels non formés, choix incompatible avec l'élévation du niveau scolaire des élèves.

L'analyse du projet ministériel montre les effets délétères des mesures envisagées. Groupes de niveau, redoublement, fin du collège « *uniforme* », énième réforme des programmes, renforcement de l'autorité du professeur... ne sont que les poncifs éculés de la pensée conservatrice. Ils ne répondent en rien à la crise de l'école française. En revanche, électoralistes et populistes, ces mesures sont susceptibles de servir l'ambition présidentielle de l'actuel ministre de l'éducation.

Pierre Merle est sociologue, spécialiste des questions scolaires et des politiques éducatives, et il a notamment publié « Parlons école en 30 questions » (La Documentation française, 2021).

[Pierre Merle\(Sociologue\)](#)

Gabriel Attal : La fin de la démocratisation scolaire.

Publié le

Le ministre de l'Éducation Nationale, le jour même de la publication des résultats de PISA 2022, a fait un certain nombre d'annonces : refonte des programmes pour les rendre plus lisibles, labellisation nationale des manuels scolaires, généralisation de la « méthode de Singapour » pour l'enseignement des mathématiques, instauration des groupes de niveau au collège pour les mathématiques et le français, restauration du redoublement, évolution du statut du brevet, dont l'obtention serait nécessaire pour entrer en lycée, suppression du correctif académique pour le baccalauréat, introduction d'une épreuve anticipée de mathématiques en première.

Ces annonces semblent plutôt bien accueillies dans la population, si l'on en croit quelques enquêtes d'opinion ([Bariéty, 2023](#)). D'une manière générale, on apprécie ce ministre, jeune et fringant, qui semble décidé à faire avancer les choses. Certaines mesures sont particulièrement plébiscitées, notamment celles qui semblent renvoyer à la restauration d'un ordre ancien : des examens qui veulent dire quelque chose, le retour du redoublement, le « retour » de l'uniforme, et aussi l'idée d'éviter de laisser végéter trop longtemps au collège des élèves qui de toutes façons ne veulent pas apprendre, pour les orienter le plus tôt possible vers l'apprentissage d'un métier. Ce satisfecit est particulièrement prononcé dans l'électorat de droite et d'extrême droite, et chez les seniors, des franges de l'électorat manifestement choyées par le gouvernement.

Il faut noter aussi que certains enseignants manifestent leur intérêt pour certaines de ces annonces : sur les réseaux sociaux, certains se disent ainsi favorables aux groupes de niveau, afin de réduire l'hétérogénéité des classes, d'autres apprécient de retrouver un certain pouvoir, dans les décisions liées à l'orientation, au redoublement, dans la prise en compte de leurs évaluations lors des examens nationaux.

Proposer un tel catalogue de mesures n'était pas malhabile de la part du ministre et a souvent suscité un émiettement des réactions, analysant et critiquant séparément chacune de ces annonces. On a ainsi pu rappeler que le redoublement n'apportait que peu de bénéfices aux élèves concernés ([Duru-Bellat, 2023](#) ; [Jarraud, 2023](#)), que les groupes de niveau risquaient de stigmatiser précocement les élèves désignés comme « faibles » ([Bourgneuf, 2023](#) ; [Draelants, 2023](#)), que l'harmonisation des notes aux examens était plus une nécessité docimologique qu'un déni des compétences des enseignants ([WatreLOT, 2023](#)).

Mais le détail des mesures importe moins que le projet politique qui les fédère. Il faut comprendre que les différentes mesures annoncées font système. Et toutes renvoient peu ou prou à une perspective centrale : mettre le plus d'obstacles possible au déroulement et surtout au prolongement de la scolarité des élèves en difficulté (ce que l'on peut évidemment traduire par les élèves des classes populaires).

Ceux qui connaissent le système éducatif, et surtout son histoire, sont en effet atterrés par le coup de barre néolibéral infligé à l'École par Gabriel Attal (voir la [tribune collective](#) publiée le 12 décembre). Le projet du ministre est avant tout de mettre un coup d'arrêt à la démocratisation scolaire ([Delignières, 2020](#)). Cet idéal de démocratisation a été porté par des acteurs majeurs de l'Éducation Nationale au cours du 20ème siècle, notamment Jean Zay, Henri Wallon et Paul Langevin. Depuis les années 70, l'ensemble des gouvernements, de droite ou de gauche, avait plus ou moins accompagné ce principe de démocratisation, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'École devrait s'efforcer d'offrir à chaque élève, quel que soit son milieu d'origine, les mêmes chances de réussir son parcours. Une des mesures les plus marquantes a été l'institution du collège unique, en 1975. Il s'agissait alors de rompre avec les évictions précoces de l'enseignement général des élèves en difficulté, afin que tous les enfants de la Nation puissent

bénéficiaire d'une même éducation, du moins jusqu'à la fin du collège et de la scolarité obligatoire.

Cette idée généreuse n'a jamais été dotée des moyens nécessaires à son accomplissement, et il est facile d'en décréter aujourd'hui l'échec. Mais il faut comprendre que le projet de Gabriel Attal est avant tout de geler cet idéal de démocratisation, de balayer d'idée que tout enfant est éducatible, quel que soit son milieu d'origine. Il n'est visiblement plus de mise de prendre en considération l'élève en difficulté, pour lui permettre de raccrocher le train de la scolarité. Il s'agit au contraire de le stigmatiser, par le redoublement, par son confinement dans les groupes « faibles », par la multiplication des barrages au fil de son parcours scolaire. En définitive, éjecter le plus précocement possible de l'enseignement général des franges d'élèves dont on reconnaît que l'on ne peut plus grand-chose pour eux... Éviter qu'ils polluent les établissements accueillant des élèves « normaux », et surtout les résultats des enquêtes PISA.

À l'heure où l'on s'inquiète des bombes à retardement que constituent pour l'avenir de l'humanité le génocide du peuple palestinien, l'indifférence vis-à-vis des vagues migratoires, le déni des enjeux climatiques, il faut aussi prendre conscience des dangers pour la société de demain que peut représenter l'humiliation scolaire des enfants de classes populaires, savamment construite depuis 2017.

Références

Bariéty, A. (2023). [*Redoublement, méthode de Singapour, brevet... Les annonces de Gabriel Attal plébiscitées par les Français*](#). Le Figaro, 7 décembre 2023.

Bourgneuf, C. (2023). [*Faut-il faire des groupes de niveau au collège ? Ce qu'en pensent les profs*](#). Libération, 7 décembre 2023

Collectif (2023). [*« Les mesures inhérentes au “choc des savoirs” préconisé par Gabriel Attal vont à l'encontre de tout espoir de démocratisation scolaire »*](#). Le Monde, 12 décembre 2023.

Delignières, D. (2020). [*Démocratisation scolaire : l'évolution des paradigmes \(1880-2020\)*](#). Site personnel, le 20 Août 2020.

Draelants, H. (2023). [*Classes de niveaux : promouvoir une élite ou permettre la réussite de tous ?*](#) Le Café Pédagogique, 10 octobre 2023.

Duru-Bellat, M. (2023). [*Le retour du redoublement scolaire, entre stratégie politique et mirage passéiste*](#). Alternatives économiques, 8 décembre 2023.

Jarraud, F. (2023). [*Pourquoi G. Attal remet-il le redoublement en débat ?*](#) Le Café Pédagogique, 27 novembre 2023.

WatreLOT, Ph. (2023). [*La « vérité » sur les notes*](#). Le Club de Médiapart, 9 décembre 2023.

Pierre Arnoux : « le ministère est enfermé dans son autisme, et n'entend plus que les sondages... »

Lilia Ben Hamouda

07 décembre 2023

Le café péda



Pierre Arnoux, professeur de mathématiques à l'université d'Aix-Marseille, est fatigué, « fatigué de voir périodiquement revenir le même marronnier à propos de la dernière enquête ». Fatigué, par les répétition des réponses inappropriées des ministres de l'éducation – qui se succèdent mais qui se ressemblent par leur manque de compétence en matière d'éducation. Il signe cette tribune.



Une nouvelle étude PISA vient de sortir, 4 ans après la dernière. Elle montre un fort recul dans les trois domaines étudiés, mathématiques, lecture et sciences. Ce n'est pas étonnant : il en est de même pour la plupart des pays, et l'explication est claire; le COVID n'a pas fait de bien aux systèmes éducatifs. Il ne faudrait quand même pas se réjouir : PISA peut calculer la variation 2018-2022 en mathématiques pour 72 pays; si seuls 14 pays progressent, ils ne sont aussi que 14 à faire pire que nous, et la chute mesurée, 21 points, est de l'ordre d'une année de cours.

Toutes les études sur l'effet du COVID insistent sur l'accroissement des inégalités dû à cette crise, et c'est justement un domaine dans lequel notre pays est particulièrement mal placé : une bonne partie de la note de PISA sur la France est consacrée à la part plus importante qu'ailleurs que les inégalités diverses ont sur les performances des élèves; on note aussi, et c'est probablement corrélé, que les chefs d'établissement déclarent en 2022 un manque important d'enseignants et d'autres personnels dans leur établissement...

Mais il y a une remarque bien plus fondamentale à faire. Je suis fatigué de voir périodiquement revenir le même marronnier à propos de la dernière enquête. Ce qui est important, ce sont les effets de long terme, et il sont très clairs. Nous disposons d'une masse de mesures depuis plus de 30 ans (PISA, TIMSS, CEDRE...) provenant d'organismes divers, nationaux ou internationaux, qui montrent tous le même effet : une baisse régulière, progressive, et massive, des compétences et des connaissances des élèves, qui touche tous les milieux. Si nous sommes champions d'inégalité, il ne faudrait pas se rassurer à bon compte en pensant que, si les élèves défavorisés sont faibles, les favorisés s'en sortent comme avant. 7,4 % des élèves français sont très performants en mathématiques au PISA 2022 (niveau 5 ou 6 au test de mathématiques), une proportion inférieure à la moyenne OCDE (8,7 %), quand ils sont 23% au Japon. Et seulement 1,1 % des élèves en France ont atteint le niveau 6, soit la moitié de la moyenne OCDE, 2,0 %. La baisse progressive, d'autres études l'ont montré, atteint toutes les population. C'est notre système tout entier qui fonctionne nettement plus mal qu'il y a 30 ans.

Le ministre a décidé

Face à cela, qu'avons-nous fait? A chaque fois, exactement ce qu'on vient de voir. Le ministre s'est déguisé en père Noël, et à sorti en fanfare des surprise de sa hotte, en espérant que les flonflons couvriraient les mauvaises nouvelles, et montreraient qu'il agit. On parle d'excellence, de classes de niveau, de faire travailler plus les élèves faibles, d'empêcher ceux qui n'ont pas le niveau de passer dans la classe supérieure... Qu'importe que les nombreuses études qui sortent sur le sujet montrent que ces méthodes ne marchent pas, et que les pays qui réussissent ne font pas ça ? Le ministre a décidé. Dans trois ans, quand la prochaine étude sortira, il sera ailleurs, et aura laissé le souvenir d'un homme décidé. Personne n'aura remarqué qu'il n'a apparemment aucune compétence dans le domaine et qu'il n'y a aucun scientifique dans son cabinet pour le conseiller sur le sujet.

Pénurie d'enseignants : approches « originales » des derniers gouvernements

Il y aurait pourtant des choses utiles à faire, par exemple sur la formation des enseignants. Les études sur le sujet convergent: du primaire au supérieur, la qualité des enseignants, leur formation initiale et continue sont un des éléments clés d'un système éducatif. Nous n'arrivons plus aujourd'hui à recruter les enseignants nécessaires, dans le primaire comme dans le secondaire, et nous avons dégradé leur formation continue. Ce n'est pas dramatique. Nous avons déjà connu plusieurs fois cette situation, et nous avons su résoudre le problème. Dans les années 50, le baby-boom a entraîné une pénurie d'enseignants, résolue très efficacement dans les années 60-75 par un système de pré-recrutements. À la fin des années 70, l'arrêt presque complet des recrutements par le gouvernement Giscard d'Estaing a entraîné une nouvelle "crise des vacances", à nouveau résolue par un système de bourses. Nous sommes depuis plusieurs années dans un cycle du même type. Mais les derniers gouvernements ont choisi une approche originale.

Face à un manque de candidatures, les ministres successifs ont agi sur tous les fronts : ils ont bloqué les salaires depuis plus de 10 ans, augmenté le niveau de qualification exigé pour entrer dans la profession, divisé par deux le salaire de la première année – l'année de master 2 était une année de fonctionnaire stagiaire, payée environ 1500€/mois, elle est maintenant une année de stage avant concours, payée pour les plus chanceux environ 800€ par mois – et réformé à de multiples reprises le système de formation jusqu'à rendre presque impossible les reconversions de professionnels vers l'enseignement. C'est un étonnement chaque année renouvelé de voir que tous les ans, tout le monde s'étonne que, dans ces conditions, l'enseignement n'attire pas... Et dans le même temps, le ministre interdit tout stage sur temps d'enseignement, sans apparemment se rendre compte que, dans ces conditions, les formateurs d'enseignants ne pourront plus travailler que 3 mois par an, pendant les vacances! Si on abime à la fois la formation initiale et la formation continue, il est plutôt rassurant de constater que le système marche moins bien.

La France a tout à fait les capacités de relever ce challenge. On pourrait faire des propositions dans divers domaines, mais à quoi bon? Elles ont été faites et discutées à de multiples reprises, mais cela fait des années que le ministère est enfermé dans son autisme, et n'entend plus que les sondages...

« Il ne suffira pas d'offrir un manuel labélisé d'auto-formation aux enseignants »

Rappelons quand même qu'on ne s'en sortira pas en criant Singapour! Singapour! et en imprimant un bouquin de recettes. Singapour, ça a marché, on le voit. Mais ce qui a marché, ce n'est pas d'imprimer une recette: c'est plusieurs centaines d'heures de formation continue par enseignant, dispensées de manière régulière sur plusieurs années, de façon suivie, avec un corps de formateur d'enseignants nombreux et très compétents, qui ne formaient pas que pendant les vacances. On peut aussi rêver devant l'efficacité remarquable des écoles de Shanghai; qui rappelle qu'un professeur de maths au niveau 6ème, à Shanghai, fait 10 heures de cours devant les élèves par semaine (2 classes de 5heures), et qu'il est le reste du temps dans le laboratoire de mathématiques de l'école, pour préparer ses cours avec les collègues, et se former. Nous avons aussi les capacités de mener une formation continue en mathématiques, par exemple avec les IREM – Instituts de Recherche sur l'Enseignement des Mathématiques – qui savent mener des stages, ou plus généralement avec les universités, mais il faudrait que les rectorats aient les moyens de les organiser; il ne suffira pas d'offrir un manuel labélisé d'auto-formation aux enseignants, et ce n'est pas ce qu'on fait les pays qui réussissent.

Pierre Arnoux

Classes de niveaux : promouvoir une élite ou permettre la réussite de tous ?

Lilia Ben Hamouda

10 octobre 2023

Le café péda



Hugues Draelants est sociologue, professeur à l'Université de Louvain et membre du GIRSEF (Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur la Socialisation, l'Éducation et la Formation). Il est notamment l'auteur du « Manuel de sociologie de l'éducation » publié en 2022. Le chercheur revient sur la proposition de Gabriel Attal de mettre en place des classes de niveaux homogènes en sixième. Selon lui, ce choix questionne le rôle de l'école au sein de la société : promouvoir une élite ou permettre la réussite d'une majorité ? Il répond aux questions du Café pédagogique.



Quels effets des classes de niveaux sur les apprentissages de tous les élèves, les bons comme les mauvais ?

Les recherches tendent à montrer que les classes de niveaux bénéficient surtout aux élèves les plus performants puisqu'elles améliorent leurs performances. En revanche, elles ont un effet négatif sur les élèves dont le niveau est plus faible. Cet effet est plus important que les bénéfices pour les bons élèves. Ainsi, si l'objectif est de favoriser l'amélioration moyenne du niveau, les classes hétérogènes sont plus profitables en moyenne. Ce que perdent les élèves forts est largement compensé par ce que gagnent les plus faibles. Certes, les classes hétérogènes ne sont pas la panacée, elles ne sont pas la solution miracle pour combattre les inégalités, mais leur effet est moins mauvais que les classes homogènes.

Concrètement, que se passe-t-il dans la classe quand le groupe est homogène ?

Si les groupements d'élèves ont des effets négatifs, c'est principalement dû aux opportunités d'apprentissages qui sont offertes aux élèves, sur ce que cela va induire en matière de modalités d'enseignement. Du côté des élèves, cela peut créer des conditions d'émulation ou des conditions de frein aux apprentissages. Du côté des professeurs, dans une classe homogène faible, l'enseignant adapte généralement à la baisse ses objectifs d'apprentissage. Les tâches seront plus faciles, pour une meilleure réussite de tous mais aussi dans un objectif de maintien de la paix

scolaire.

Mais alors faut-il éviter à tout prix les groupes de niveaux ?

Non. Qu'il y ait des groupes de niveaux à certains moments de la semaine dans une classe hétérogène peut être avoir du sens. La recherche montre que si on a une conception du groupe classe plus flexible avec des moments de regroupements homogènes momentanés, cela peut avoir un impact positif sur la réussite de tous les élèves. Les groupes de niveaux ne doivent pas être permanents, ils doivent pouvoir évoluer régulièrement au cours de l'année et concerner seulement certains cours. Mais concevoir des groupes de besoin, groupes homogènes momentanés, est plus complexe que de faire des classes de niveaux. Cela demande des enseignants formés et du temps pour l'organiser. Il reste néanmoins important que les élèves puissent se retrouver tous ensemble pour travailler la coopération, la solidarité, les compétences psychosociales...

Gabriel Attal annonce vouloir mettre en place des classes de niveau en 6^e. Comment interpréter ce choix au niveau politique ?

Comme je l'ai dit les classes de niveaux ont tendance à creuser le niveau entre les forts et les faibles. Finalement, faire le choix de classes de niveaux ou des classes hétérogènes est un signal du projet politique alloué à l'École. Si on veut promouvoir l'amélioration et la réussite de tous les élèves, ce qui semble être le projet politique de l'école française, *a priori* les nombreuses recherches sur le sujet indiquent que les classes de niveaux ne sont pas pertinentes – sauf à organiser des groupes homogènes momentanés. En revanche si le projet est de fabriquer une élite, sans se préoccuper de ses conséquences pour les élèves qui ne font pas partie de l'élite scolaire ni des questions d'inégalités sociales sachant que la réussite scolaire est corrélée à l'origine sociale, alors les classes de niveaux sont un moyen efficace. Tout dépend donc du projet politique poursuivi.

Propos recueillis Lilia Ben Hamouda

Hugues Draelants, Branka Cattonar, Manuel de sociologie de l'éducation, de Boeck supérieur éditeur, ISBN 9782807339385. [Feuilleter l'ouvrage](#)

Dans le Café pédagogique

[Hugues Draelants : Manuel de sociologie de l'éducation](#)

[Hugues Draelants : La politique des preuves en éducation](#)

"Choc des savoirs" : Voleurs d'espoirs

Lilia Ben Hamouda



De reculade en reculade, on arrive maintenant à la bascule. Ce que propose Gabriel Attal c'est d'enterrer définitivement la démocratisation scolaire. Même si celle-ci avait ses limites, le principe en était affirmé depuis plus d'un siècle. Gabriel Attal prédit maintenant l'échec au brevet et au bac et met en place les procédures de tri des élèves dès la fin de l'école et d'éviction dès la fin du collège. Une systématisation qui est loin d'être neutre socialement. Ce sont les enfants des classes populaires qui vont être éjectés de l'école publique avec toutes les conséquences que l'on peut prédire pour notre société. Est-ce vraiment ce que veut la société ? Est-ce pour cela que les enseignants sont entrés dans ce métier ?

Les enseignements de Pisa passés sous silence par Gabriel Attal



De Pisa 2023, la France peut tirer 5 enseignements. Gabriel Attal n'apporte de réponse à aucun. Rappelons-les. Le premier c'est que nous sommes le pays où les inégalités de réussite scolaire sont les plus dictées par l'appartenance sociale. Entre les élèves de 15 ans les plus favorisés et les plus défavorisés, il y a 113 points d'écart. Mesurons ce que cela veut dire : cela représente 5 années d'enseignement. Quand les enfants de cadres ont un très bon niveau en 2de, ceux des enfants d'ouvriers et d'employés pataugent dans un niveau faible de début de collège. On peut en tirer un second enseignement : l'échec des mesures prises pour le collège par JM Blanquer depuis 2017. Un troisième enseignement est donné par la hausse inédite du nombre de chefs d'établissement signalant un manque d'enseignants : 67% dans Pisa 2022 contre 17% dans Pisa 2018. Un seul pays de l'OCDE fait pire (sur 81) : le Cambodge. On a là une estimation de la qualité de la gestion de notre système éducatif depuis 2018. Tout cela est passé sous silence dans le discours de G. Attal qui préfère parler de l'échec des mesures de 2013 alors même que Pisa 2018 avait montré un redressement en maths. Le dernier enseignement est peut-être celui qu'il faut vraiment garder en mémoire au regard des annonces Attal. Un nombre important de parents ne suit plus la scolarité de leurs enfants et se désintéresse de l'École. Ce n'est pas le moment de prendre des mesures qui éloignent les parents de l'École.

Déni de réalité budgétaire

Ce ne sont pas seuls dénis de réalité. Quand Gabriel Attal annonce que "on créera les postes qu'il faut pour qu'il y ait qu'une quinzaine d'élèves en groupe 1" au collège, il faut quand même lui

rappeler que la loi de programmation budgétaire 2023-2027 fixe une quasi-stabilité budgétaire pour l'Education nationale. S'il lui faut augmenter d'un tiers le nombre de professeurs de maths et de français des collèges cela représente 18 373 postes à financer, soit un peu moins d'un milliard. On ne sait d'ailleurs où il les trouverait car il n'arrive déjà pas à remplir les postes ouverts dans ces deux disciplines.

La remarque vaut aussi pour les manuels scolaires. On a bien compris que la prise en charge exceptionnelle par l'Etat de nouveaux manuels en CP et CE1 se fait dans l'espoir d'éviter une opposition des éditeurs à la labellisation. Mais Gabriel Attal veut aussi changer les manuels de maths, français et langues au collège, dont le coût revient aussi à l'Etat. Il faut rappeler qu'en 2016 le remplacement des seuls manuels du collège avait coûté 126 millions et encore 83 millions en 2017.

A tout cela on peut ajouter le coût des redoublements. Si l'on prend G. Attal au sérieux, le taux de redoublement remonterait nettement. Annuler la loi de 2013 sur ce point coûterait 2 milliards [si on en croit l'IPP](#). Là non plus, ce n'est pas ce que prévoit la programmation budgétaire.

Mais il faut maintenant s'habituer à ce que les annonces ministérielles soient contredites par les décisions budgétaires. Gabriel Attal a aussi annoncé [une réforme de la formation initiale](#) des enseignants qui lui coûterait 20 000 postes qui ne sont pas non plus prévus au budget...

Des promesses fallacieuses aux enseignants

Restons dans les dénis. G. Attal promet de "mieux soutenir les professeurs pour mener la bataille des savoirs". Et nombre d'enseignants sont sensibles à un discours qui leur promet de "rétablir la vérité des notes" et de leur donner "le dernier mot" pour les redoublements. Les scandaleuses manipulations de notes que JM Blanquer a imposé, allant, par exemple, jusqu'à reconnaître la valeur des notes des boîtes à bac pour l'examen, n'y sont pas pour rien.

Mais que dit réellement Gabriel Attal sur l'autorité des professeurs ? Il annonce de nouveaux programmes qui n'imposent pas seulement de nouveaux contenus mais aussi de nouvelles méthodes. Celles que le ministère estime les seules valables pour enseigner la lecture ou les maths, de l'école au lycée. Les professeurs sont tellement considérés qu'ils sont jugés incapables d'exercer leur liberté pédagogique et d'enseigner à leur façon à leurs élèves. Quelle mésestime et quelle régression !

Gageons que le "dernier mot" du redoublement appartiendra à "l'équipe pédagogique" et non au conseil de classe. L'équipe pédagogique c'est en réalité l'inspecteur ou le chef d'établissement. Sinon cela pourrait coûter trop cher au budget du ministère. Et ce sera heureux car regardons aussi ce que l'évaluation directe du bac au contrôle continu coûte aux professeurs de lycée par rapport à l'ancienne évaluation par examen. Ont-ils davantage d'autorité ou sont-ils soumis à davantage de pressions ?

Qui échoue au brevet ou au bac ?

Si l'on doit retenir une seule phrase de Gabriel Attal c'est celle-ci : "Le taux de réussite au brevet et sans doute aussi au bac diminuera dans les années à venir. J'en ai conscience et je l'assume". Cela vient juste après "je me bats de toutes mes forces contre la ghettoïsation".

Mais regardons qui échoue au brevet et au bac. Seulement 3% des enfants de cadres échouent au brevet contre un enfant d'inactif sur quatre (24%), un sur cinq des enfants d'ouvrier (18%) et un sur huit des enfants d'employés (12%). Les proportions sont à peu près les mêmes au bac.

Quand Gabriel Attal annonce une hausse du taux d'échec au brevet et au bac, cela ne concerne pas les enfants favorisés. On a vu que l'écart social de réussite scolaire est au maximum en France dans l'OCDE. Les mesures de Gabriel Attal ne vont que renforcer ces inégalités sociales de réussite scolaire.

La régression sociale au programme

Pour les enfants des milieux populaires, le risque de redoublement pourrait être renforcé dès le primaire avec ce que cela peut entraîner de stigmatisation. Celle-ci s'installe officiellement dès la 6ème où les élèves sont triés selon leur niveau en trois groupes. C'est quelque chose que l'Ecole française a suffisamment pratiqué pour que l'on sache déjà qui va recevoir les "groupes de nuls". Ils seront donnés aux enseignants les plus expérimentés ou aux débutants ? A des professeurs du second degré ou à des professeurs des écoles excédentaires en raison de la chute démographique ? On a beau nous dire que ces groupes seront temporaires. Ce n'est pas vraiment ce que l'Ecole française sait faire. Par contre elle sait très bien faire des filières de relégation, comme le Cnesco l'avait montré en 2015.

Arrive l'examen du brevet. A quoi servira la "prépa lycée" annoncée par Gabriel Attal pour les enfants ayant échoué au brevet ? A les renforcer ou à les faire décrocher et qu'ils quittent le lycée sans rien ? Les mesures des annonces Attal seront-elles financées par le décrochage de 90 000 jeunes supplémentaires chaque année ? Sous prétexte d'excellence, les annonces de Gabriel Attal sont en réalité anti-sociales.

Pisa 2022 montre qu'un nombre nettement plus important de parents ne croit plus dans l'Ecole. Est-ce opportun d'augmenter le ressentiment envers l'Ecole dans le pays ? N'en a-t-on pas déjà trop payé le prix ?

Allons nous renier notre vocation ?

Depuis plus d'un siècle, les gouvernements français ont mené une politique inverse. Celle de la démocratisation scolaire, qui s'est accélérée depuis les années 1970. Celle-ci connaît des limites bien connues. Nous avons gardé un double enseignement supérieur avec un financement très généreux pour les plus favorisés et la pénurie pour les autres. Nous avons aussi gardé des filières différentes pour les lycées.

Mais au moins des efforts ont été faits pour renforcer pas à pas cette démocratisation. Le hasard de l'actualité fait que l'Inspection générale publie ces jours-ci [un rapport](#) sur une de ces mesures, prise par N. Vallaud-Belkacem en janvier 2017 : l'orientation prioritaire des bacheliers professionnels en BTS par décision du conseil de classe du lycée professionnel. Cette priorité n'a jamais été totalement appliquée : sur plus de 100 000 bacheliers professionnels, 34 236 ont eu cet avis favorable en 2022 mais seulement 30 732 ont eu une proposition de place. On ignore combien ont eu réellement une place. Dans l'esprit du temps, l'Inspection générale recommande d'en finir avec cette priorité. Cette recommandation vient alors que Parcoursup a déjà supprimé le droit des bacheliers d'aller dans le supérieur et mis en place un tri des jeunes selon le lycée d'origine. Ce qui revient à établir un tri social dans l'accès au supérieur là où un droit existait.

D'autres pays font des choix inverses. Il faut voir ce que l'Angleterre, par exemple, fait pour aller chercher les lycéens des milieux populaires et les convaincre de faire des études supérieures.

Notre gouvernement est en train de construire un système éducatif qui décourage les enfants de milieu populaire de faire des études. Il multiplie les obstacles. Il rétablit des filières ségréguatives. Il généralise le tri et l'éjection. Est ce vraiment ce que veut la société française ? Est-elle prête à payer le prix inévitable de cette régression sociale et des plafonds qu'elle met en place face aux espoirs des familles ? Faut-il voler leurs espoirs ?

Et les enseignants ? La plupart sont entrés dans ce métier pour voir des enfants s'épanouir. Leur vraie gratification c'est la réussite et surtout celle des plus démunis. Les enseignants sont-ils prêts eux aussi à se faire voler leurs espoirs ?

François Jarraud

[Sur le choc des savoirs](#)

« Les mesures inhérentes au “choc des savoirs” préconisé par Gabriel Attal vont à l’encontre de tout espoir de démocratisation scolaire »

Tribune collective

Le Monde 12 décembre 2023

Collectif

- [Débats](#)
- [Éducation](#)

Dans une tribune au « Monde », des personnalités politiques et des enseignants, parmi lesquels Laurence De Cock, Marine Tondelier et Boris Vallaud, s’inquiètent des annonces du ministre de l’éducation nationale destinées à réformer le collège, dont ils jugent les effets potentiellement délétères.

Publié le 12 décembre 2023 à 06h00 Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Si nous n’attendions pas grand-chose du « *choc des savoirs* » dévoilé le 5 décembre par le ministre de l’éducation nationale, Gabriel Attal, nous sommes quand même déçus. Les annonces supposées remédier aux problèmes soulevés par le classement du Programme international pour le suivi des acquis des élèves de 15 ans (PISA) sont encore plus violentes et inadaptées que prévu.

Elles s’adressent à une certaine frange de l’opinion publique prompte à épouser les préjugés sur l’école et qui se laisserait facilement convaincre par un discours fleurant bon la nostalgie des encres violettes s’il s’agit de protéger leurs enfants – un souci bien légitime. Nous nous doutions que les propositions n’auraient rien de progressistes, mais pas qu’elles seraient à ce point réactionnaires, voire dangereuses pour notre école publique.

Reprenons donc : [le 5 décembre ont été publiés les résultats très attendus de l’enquête PISA](#), qui propose un portrait du niveau de réussite des élèves des pays de l’OCDE, selon les disciplines et les appartenances sociales. Quoi que l’on pense de PISA et de l’usage concurrentiel qui en est fait par les politiques et les médias, les chiffres obtenus restent des indicateurs pertinents pour mesurer les écarts existant entre l’intention affichée de démocratisation scolaire et la réalité des faits.

Cette année, le diagnostic reste implacable : la France continue à siéger dans le quarteron des pays les plus inégalitaires, c’est-à-dire ceux pour lesquels la réussite scolaire est très fortement indexée au niveau social des élèves. Mais la situation est encore pire que les années précédentes. Partout, les effets de la pandémie de Covid-19 sont visibles ; chez nous, cela se double d’un fort décrochage en mathématiques. Tous les signaux sont au rouge donc et appelaient au minimum une introspection humble pour tirer un véritable bilan des effets délétères des réformes éducatives qui se sont succédé depuis qu’existe l’enquête PISA (1997).

Contre-productif

Il ne fut évidemment pas question d’humilité dans la mise en scène de l’annonce du « *choc des savoirs* », communication bien rodée, prête à être dégainée quelques minutes après l’annonce des résultats. Aucune critique de ses prédécesseurs, à commencer par Jean-Michel Blanquer, responsable de la suppression des mathématiques du tronc commun au lycée et inactif sur le collège, qui n’a jamais jugé bon de se pencher sur une étude scientifique ne relevant pas de sa passion pour les sciences cognitives – affirmant même son mépris de la sociologie de l’éducation. Aucune critique donc et, pire encore, la décision « *assumée* » de M. Attal de poursuivre l’entreprise de destruction massive de son mentor, sous couvert de lutter contre les inégalités scolaires.

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

[Découvrir](#)

Que l’on comprenne bien : l’ensemble des mesures inhérentes à ce « *choc des savoirs* » va à l’encontre de

tout espoir de démocratisation scolaire, c'est-à-dire de la possibilité donnée à tous les enfants, quelles que soient leurs origines sociales ou culturelles, d'accomplir la trajectoire scolaire de leur choix. Ce sont des mesures qui officialisent un tri social que l'on prétendra consenti par les enfants les plus démunis, car toutes les « chances » leur auront été prétendument offertes. Ainsi sont présentés comme des « opportunités » les groupes de niveau ou le redoublement, marotte de M. Blanquer.

Toutes les recherches scientifiques en montrent au mieux l'inefficience, au pire le caractère contre-productif, compte tenu de l'effet sur l'estime de soi des élèves relégués dans les groupes que l'on qualifiera de « faibles » ou de « nuls » dans le langage des enfants. Une relégation subie aussi par beaucoup de redoublants s'estimant victimes d'une injustice et perdant toute motivation.

Si le collège unique dysfonctionne aujourd'hui, c'est justement parce qu'il n'a jamais réellement rompu avec ces logiques de « niveaux ». Il a laissé s'installer, encouragé par M. Blanquer, des classes à profils (horaires aménagés, options rares) à l'intérieur de ses murs et fonctionnant en majorité comme un « petit lycée », au lieu de déployer des dispositifs pédagogiques adaptés à l'arrivée en masse des enfants des classes populaires dans le secondaire au milieu des années 1970.

Idéologie droitière

Dès lors, « assumer » de renforcer la fonction de tri du collège en donnant au brevet des collèges la possibilité de sanctionner le passage au lycée est une décision délétère. Elle aura pour effet d'interrompre prématurément la scolarité chez de nombreux élèves – les plus fragiles – et d'aggraver les orientations subies. A nos yeux, il s'agit purement d'une maltraitance de la jeunesse dont les catégories populaires feront le plus les frais.

Il y a de l'idéologie dans toutes ces décisions, une idéologie droitière, autoritaire. Ainsi doit-on interpréter la volonté d'imposer la méthode de Singapour en mathématiques et de labelliser les manuels. La labellisation ministérielle des manuels est une atteinte à la liberté éditoriale, en plus de la liberté pédagogique, et la France rejoindrait de la sorte la cohorte des pays autoritaires qui la pratiquent. Par ailleurs, tout cela est pétri de contradictions : imposer, d'un côté, une méthode – qui ne fait pas l'unanimité – et prétendre, de l'autre, procéder à une « revitalisation pédagogique à la main des enseignants » ?

C'est d'ailleurs le dernier point très inquiétant de tout cet arsenal d'annonces : la dépossession complète du peu de liberté pédagogique qu'il restait aux enseignants du premier degré. La caporalisation se poursuit. On voit mal ce qui pourrait redonner, dans ce contexte, de l'attractivité au métier malmené depuis des décennies par le gel des salaires et la surdité à ses revendications légitimes, ni d'ailleurs comment M. Attal s'apprête à résoudre l'équation de la contrainte budgétaire, du recrutement annoncé de « milliers d'enseignants » et de la nécessaire formation continue si ces réformes étaient appliquées.

Alors que faire ? Nous considérons qu'il n'y a pas d'autre choix que celui de combattre cette inflexion autoritaire et libérale, et ce nouveau gros coup porté à l'école publique. C'est un choc de moyens et de reconnaissance qui permettra à l'école d'être digne de sa place au cœur de notre démocratie et de notre République. Toutes et tous, ici, nous avons publié, commenté, relayé des recherches et fait des propositions pour une école vraiment démocratique qui ne relègue pas, qui accueille tous les enfants en son sein. Il existe des solutions qui nécessitent de faire de l'école publique une priorité politique.

Arnaud Bonnet, coresponsable éducation Les Ecologistes-EELV ; **Grégory Chambat**, professeur, militant syndicaliste et pédagogique ; **Edwige Chirouter**, professeure des universités en philosophie de l'éducation ; **Laurence De Cock**, historienne, enseignante ; **Elsa Faucillon**, députée Parti communiste français ; **Léa Filoche**, coordinatrice nationale Génération.s ; **Djéhanne Gani**, enseignante, coresponsable éducation à Génération.s ; **Frédéric Grimaud**, professeur des écoles, chercheur ; **Fatiha Keloua-Hachi**, députée Parti socialiste (PS), membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; **Benjamin Lucas**, député Génération.s ; **Francesca Pasquini**, députée écologiste, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; **Philippe Meirieu**, professeur honoraire en sciences de l'éducation ; **Yannick Trigance**, conseiller régional Ile-de-France, ancien directeur d'école ; **Jean-Claude Raux**, député écologiste, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; **Christian Sauce**, enseignant de lycée professionnel à la retraite, syndicaliste ; **François Thiollet**, député européen Les Ecologistes-EELV ; **Marine Tondelier**, secrétaire nationale des écologistes-EELV ; **Boris Vallaud**, député PS ; **Philippe Watrelot**, ancien enseignant et formateur, militant pédagogique.

[Collectif](#)

PISA 2022 : Les mauvais résultats sont principalement dus aux réformes incessantes

Lilia Ben Hamouda

06 décembre 2023

Le café Péda



Michèle Artigue est professeure des universités, didacticienne des mathématiques. Pour la spécialiste, si les résultats sont en chute, elle s'attendait néanmoins à pire. Et selon elle, la raison principale du mauvais score des élèves français se trouve principalement dans le système lui-même : alternance incessantes de réformes, manque de formation des enseignantes et enseignants... Elle s'inquiète d'ores et déjà des annonces du ministre attendues cet après-midi.



Que vous inspirent les résultats en mathématiques du PISA 2022 ?

Je m'attendais à pire. On se trouve dans la moyenne des pays de l'OCDE, comme lors des précédentes éditions. Nos résultats restent comparables à l'Allemagne et d'autres pays européens. Il n'y a pas de dégringolade faramineuse. Ces résultats sont nettement moins mauvais que pour TIMSS.

Entre 2018 et 2022, dans tous les pays, le niveau baisse. La situation de la pandémie a eu des effets massifs. En Amérique latine, par exemple, les enquêtes et les données de la banque mondiale montrent une perte de niveau équivalente à un retard de 10 ans. En France, il y a certes une baisse du niveau en mathématiques, mais elle est limitée.

On note aussi que les élèves français ont toujours du mal à modéliser, ce qui ne m'étonne pas. Alors que la compétence de modélisation est au programme depuis plus de dix ans, on voit bien que les activités proposées aux élèves sont encore très artificielles et qu'elles ne permettent pas

de modéliser mathématiquement une situation de vie quotidienne.

Comment l'expliquez-vous ?

Contrairement à d'autres pays, la France n'a pas pris en compte les alertes des dernières éditions du PISA. L'Allemagne, par exemple, après le choc PISA de 2 000, avait tout de suite adapté son enseignement des mathématiques à la vie quotidienne. Autre exemple, les Pays-Bas où, traditionnellement, l'enseignement des mathématiques met en avant des pratiques quotidiennes pour motiver l'introduction des concepts mathématiques. Sur les questions du raisonnement, les élèves français ne sont pas plus mauvais que les élèves des pays de l'OCDE.

En France, nous sommes plus dans un enseignement des mathématiques internes : le raisonnement, la preuve... C'est bien entendu très important, mais on met moins d'accent sur la modélisation de situations qui viennent de la vie quotidienne. Beaucoup d'initiatives existent pour essayer de développer ces capacités, mais on se heurte au fait que le système éducatif est malmené.

Qu'est-ce qui malmène le système éducatif ?

Dans notre article paru dans le dernier numéro de la Revue de Sèvres consacré aux mathématiques, on montre que les réformes incessantes ont un effet négatif sur les performances des élèves. Une réforme a besoin de dix ans pour montrer de premiers effets, il faut qu'elle soit accompagnée dans la durée et que les enseignants soient accompagnés eux-aussi.

Une réforme doit être vue comme une perturbation écologique. En France, on ne prend pas la peine d'implémenter une réforme qu'on passe à une nouvelle sans évaluer les effets de la précédente, sans analyser les raisons des échecs précédents. Une réforme a besoin de temps, un temps en dehors du temps politique. Elle a besoin d'être régulée au fur et à mesure en évaluant, en prenant des informations. Réguler, ce n'est pas faire une autre réforme.

Et puis, pour être efficace, une réforme a besoin de consensus. Il faut qu'elle soit acceptée par les enseignants, les formateurs d'enseignants, qu'elle soit le fruit d'une action collective bien pensée et négociée. Aujourd'hui, les réformes sont imposées par le ministère. Et les acteurs savent qu'à la prochaine alternance politique, le système changera encore.

Les annonces que va nous faire le ministère dans les prochaines annonces seront sans aucun doute fracassantes. La communauté mathématique et scientifique demande depuis plusieurs semaines à ce qu'il y ait concertation dans la durée, à ce que l'on ne se précipite pas, à ce que rien ne soit décidé sans consensus.

En somme, je crains personnellement que les annonces d'aujourd'hui n'apportent des perturbations à un système déjà malmené, sans l'améliorer. Le système a besoin d'être amélioré, c'est certain, mais il lui faut du temps. Le temps de la concertation, car, encore une fois, une réforme qui marche, c'est une réforme acceptée par les acteurs.

Propos recueillis par Lilia Ben Hamouda

Gabriel Attal rattrapé par son budget

Lilia Ben Hamouda



Alors que le ministre de l'Education nationale s'envole dans les sondages, les critiques montent sur l'écart entre les annonces du ministre et la réalité du budget. Le 15 décembre, G. Attal a reconnu qu'il fallait un amendement budgétaire pour exécuter une de ses annonces. Il en faudrait bien d'autres pour les mettre toutes en application. Alors que Gabriel Attal a réussi une remarquable percée politique en recyclant les thèmes populistes de la droite, le voilà rattrapé par la réalité. C'est sa capacité de gestionnaire qui est maintenant interrogée.



Le ministre reconnaît qu'il n'a pas le budget de ses annonces

En visite dans un collège de l'éducation prioritaire le 15 décembre, Gabriel Attal a confirmé la généralisation de l'ouverture de tous les établissements Rep de 8 h à 18h. Cette fois-ci, il a reconnu que la mesure coutera 80 millions et qu'il ne les a pas. Il annonce un amendement au projet de loi de finances 2024. Celle-ci arrive en débat à l'Assemblée cette semaine.

Nos doutes depuis novembre

Nous exprimons nos doutes sur la sincérité budgétaire depuis [novembre](#). Le 5 novembre, G Attal annonce une réforme de la formation initiale qui déplace le concours en fin de licence (L3) avec une prise en charge financière des futurs enseignants comme élèves fonctionnaires en M1 puis comme fonctionnaires stagiaires en M2. *“La réforme proposée par le ministère revient à créer 20 000 postes de fonctionnaires stagiaires et à rémunérer pendant une année un nombre équivalent d'élèves fonctionnaires. On voit mal comment cela est compatible avec l'engagement gouvernemental de stabiliser le nombre de postes de fonctionnaires d'ici 2027 ainsi que le budget de l'enseignement scolaire en 2024 et 2025”*, [écrivions-nous](#). Une responsable syndicale partageait ce doute. *“On espère que le ministère a consulté Bercy”*, nous disait-elle. Ce qui veut dire que le ministère n'a fourni aucune garantie sur ce point.

Un mois plus tard, les annonces du 5 décembre ont aggravé la situation. Ce jour là, suite à la publication de Pisa, G. Attal multiplie les annonces avec un calendrier encore accéléré. *“Quand Gabriel Attal annonce que “on créera les postes qu'il faut pour qu'il y ait qu'une quinzaine d'élèves en groupe 1” au collège, il faut quand même lui rappeler que la loi de programmation budgétaire 2023-2027 fixe une quasi-stabilité budgétaire pour l'Education nationale”, [rappelions-nous le 8 décembre](#). “S'il lui faut augmenter d'un tiers le nombre de professeurs de maths et de français des collèges cela représente 18 373 postes à financer, soit un peu moins d'un milliard. On ne sait d'ailleurs où il les trouverait car il n'arrive déjà pas à remplir les postes ouverts dans ces deux disciplines”*.

Nous soulevions aussi le coût de deux autres annonces. La prise en charge des manuels du primaire dans deux disciplines et le renouvellement des manuels de collège dans trois disciplines du collège représente aussi un coût. En 2016-2017 l'Etat avait déboursé 200 millions pour les seuls manuels du collège. Surtout, s'ajoute le coût des redoublements, que Gabriel Attal veut remettre au goût du jour. [En 2015, l'IPP](#) avait

calculé que la baisse du taux de redoublement permettait de réaliser une économie de 2 milliards. Le retour à avant la loi de 2013 coûterait au moins autant. Cette dépense là n'est pas non plus budgétée ni pour 2024, ni sur la loi de programmation 2023-2027.

Les doutes des chefs d'établissement

Le 15 décembre, dans un entretien à l'AEF, Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du principal syndicat de personnels de direction, le Snpden-Unsa, fait part de ses doutes sur la gestion ministérielle. *“La question est de savoir si les moyens seront à la hauteur”*, dit-il. Il calcule que la mise en place des groupes de niveau au collège, annoncés par G. Attal, représente 19 000 postes (ETP). *“Or il est évident qu'il n'y aura pas 19 000 ETP”*, ajoute-il. *“Nous avons donc une inquiétude quant à un éventuel écart entre l'annonce et la réalité des moyens attribués”*.

L'expertise de PY Duwoye

Pierre-Yves Duwoye, ancien directeur de cabinet de V. Peillon, ancien secrétaire général du ministère, ancien recteur, confirme nos critiques. Il évalue avec plus de précision l'impact de ces mesures. [Dans des tweets](#), il les chiffre. *“10% de redoublants c'est comme 10% d'élèves en plus. Il faut donc 10% de professeurs en plus en élémentaire, soit 30 000 professeurs des écoles”*, écrit-il. *“Avec moins d'élèves d'ici 2027, 10 000 professeurs seront disponibles. Mais quels moyens a G. Attal pour recruter les 20 000 autres ?”*, interroge-t-il.

“D'ici 2026, il faut recruter plus de 50 000 enseignants”, poursuit-il. Il calcule qu'il faut au moins 25 000 professeurs des écoles en plus pour les redoublements, 20 000 enseignants du second degré en plus pour les groupes de niveau au collège et 5000 pour les classes prépa bac, annoncées elles aussi par G. Attal. *“La baisse du nombre d'élèves réduit le besoin à 35 000 professeurs”*.

Comment avoir des enseignants en plus quand on supprime des postes ?

Or 35 000 enseignants supplémentaires ne se recrutent pas en une année. Pour les avoir il faudrait déjà créer 10 000 postes dans le budget 2024. Ce n'est pas ce qui est prévu dans le [budget 2024](#) qui supprime 1709 emplois ETP dans le 1er degré et 484 dans le second.

Annoncés le 14 décembre, les postes mis aux concours 2024 confirment les suppressions de postes. Pour 11 609 sorties d'enseignants prévues dans le 1er degré, selon la proposition de loi de finances publiques 2024, le ministère n'ouvre que 9 885 postes. Dans le second degré, pour 10 564 sorties prévues, seulement 8932 postes sont ouverts aux concours externes et 3eme concours.

On constate le même grand écart entre les propos ministériels et la réalité budgétaire dans les disciplines que le ministre veut renforcer. G. Attal annonce des groupes réduits en maths et en français. Mais le nombre de postes mis au concours externe de certifié diminue en lettres modernes (de 755 en 2023 à 698 en 2024) et lettres classiques (de 134 à 90). En maths le nombre n'augmente pas.

Une remarquable percée politique fracassée sur le mur budgétaire ?

Depuis sa nomination, Gabriel Attal a multiplié les déclarations et les annonces. Ancien élu PS, il a eu à cœur de gommer ce qui pouvait rester de ce passage à gauche en reprenant les éléments de discours classiques de la droite.

Regardé avec un peu de condescendance par certains comme un jeune familier du prince lors de sa nomination, il a remarquablement réussi à percer politiquement. Il a été soutenu par des campagnes de la presse proche du pouvoir, par son expérience de porte parole, mais aussi par un réel talent personnel. Le très récent [sondage Ifop – Paris Match](#) des personnalités politiques le crédite de 51% d'opinion favorable, au 2ème rang des personnalités politiques préférées des Français. C'est beaucoup plus que ce qu'ont obtenu ses deux prédécesseurs. G Attal est populaire auprès de l'électorat âgé (beaucoup moins chez les parents d'élèves), dans l'électorat de droite et dans les classes moyennes et supérieures.

Cet excellent parcours arrive au bon moment. Alors que le rejet de la loi immigration semble ouvrir une nouvelle période politique, Gabriel Attal est à l'heure pour porter un réaligement politique de la macronie.

Mais voilà que ce bel édifice commence à se lézarder. Il apparait que les annonces et les promesses ne sont pas financées. Gabriel Attal doit apporter des réponses sur sa gestion budgétaire. A Bercy aussi on doit s'interroger...

François Jarraud